



Manifestation nationale à Paris le 22 octobre 2009

Pour le développement industriel et l'emploi

Dans un contexte de crise financière, les dégâts économiques et sociaux se sont aggravés. Tous les voyants sont au rouge : les licenciements économiques ont progressé de 60 % en un an ; 600 000 jeunes entrent sur le marché du travail ; le chômage augmente ; l'emploi industriel chute de 15 %.

Alors que les responsables gouvernementaux et patronaux veulent faire payer la facture aux seuls salariés et retraités du pays, partout monte l'exigence revendicative d'une rupture avec une société jouant les profits financiers contre l'humain.

Cela rend plus urgentes les réponses alternatives aux choix patronaux et gouvernementaux actuels en matière d'emploi, de formation, de salaires et de lutte contre les inégalités.

L'Enseignement Scolaire, l'Enseignement Supérieur et la Recherche publics, la Formation Continue sont directement concernés car au centre d'enjeux et de stratégies de portée considérable. Ils sont le lieu où se produisent les qualifications indispensables à l'essor économique et au progrès social, ils sont le lieu où se tissent les synergies, les liens entre disciplines, où s'organisent les mixités, les coopérations propres à favoriser, à leur tour, de nouvelles avancées des connaissances et de meilleurs transferts de technologie.

Or, la perte des emplois à l'Education Nationale – 50 000 postes depuis 2002 - se traduit par l'importance des mesures de carte scolaire, la réduction drastique des postes aux concours, le recours aux emplois précaires... Elle entraîne de nombreuses fermetures de classes en maternelle et primaire, de sections de formation dans le secondaire et conduit à la réduction de l'offre de formation aboutissant de fait à l'exclusion des jeunes les plus fragiles.

Dans l'Enseignement Supérieur, la politique menée tambour battant par les gouvernements depuis plus de 10 ans ne fait pas que remettre en cause les acquis des personnels du secteur ou les missions publiques qu'ils réalisent mais bien tout l'édifice des diplômes et titres universitaires qui constitue, pour la quasi totalité des salariés, une référence solide et nationale pour la reconnaissance des qualifications.

La loi « LRU », déportant la gouvernance et le financement des universités vers le Patronat, les nouveaux diplômés, LMD, système de « crédits » favorisant l'individualisation des parcours des étudiants remettent en cause, le caractère national des formations au profit des seules attentes des employeurs locaux, le caractère national du diplôme au profit d'une vague accréditation d'un niveau d'études permettant au patronat d'opérer l'individualisation totale des profils recherchés.

Quant à la Formation Continue, la mise en concurrence des divers acteurs publics et privés, GRETA, CNAM, AFPA, la remise en cause de leurs missions, la poursuite du démantèlement de ces services publics avec notamment le transfert de l'orientation à Pôle Emploi, conduit à écarter six millions de salariés soit 16 % de la population active – femmes isolées, travailleurs faiblement qualifiés, salariés en temps partiels, en situation de handicap, immigrés...- de l'accès à la formation et à l'emploi.

Ces politiques impactent plus particulièrement, au delà de l'ensemble des services publics, les secteurs de l'éducation, de la formation, de la recherche et de la culture.

La sauvegarde et le développement de l'industrie et de l'emploi nécessitent d'autres politiques

La Ferc-Cgt revendique la place centrale de l'Etat dans le financement et le pilotage des établissements de nos secteurs. L'Etat doit rester l'opérateur culturel et éducatif qui garantit l'avenir des services publics, le maintien et le développement de l'emploi.

C'est pourquoi elle revendique :

- L'abrogation de la loi Fillon et de la loi sur l'égalité des chances,
- Le retour à un service public de recherche et d'enseignement supérieur au service de tous,
- La mise en place d'un plan pluriannuel de création de postes de titulaires tant dans l'enseignement scolaire que dans le supérieur et la recherche, et la résorption des emplois précaires par un plan de titularisation.
- Un service public de l'emploi, de l'orientation, de la formation et de la certification, adapté aux besoins de formation des demandeurs d'emploi, des salariés et des territoires. C'est le droit à la formation pour chaque citoyen qui serait garantie ainsi qu'une insertion durable dans l'emploi.

Plus que jamais l'heure est à la mobilisation !

**Le jeudi 22 octobre,
manifestons ensemble à Paris⁽¹⁾
Rendez-vous 12 heures
Place Denfert Rochereau**

Bulletin de syndicalisation ou de contact

NOM.....Prénom.....
Adresse personnelle
Commune.....Code postal
e-mailTél
Etablissement
Commune..... Code postal.....

*A retourner à Ferc-Cgt, case 544, 93515 Montreuil cedex
Tel : 01 48 18 82 44 Fax :01 4988 07 43 –
e-mail : ferc@cgt.fr - internet : www.ferc.cgt.fr*



(1) Pour les départs de province, prendre contact avec les Unions départementales.